

CIBLE

Malheur

On sait que Charles Pasqua mène, sur certains dossiers, sa propre politique étrangère. On sait qu'il mène sa propre politique religieuse, en ordonnant des expulsion d'imams réputés intégristes. On ne doit pas oublier que le ministre de l'Intérieur mène sa propre politique familiale et sociale au travers des dispositions législatives et réglementaires sur l'immigration.

Ainsi, alors que Simone Veil souligne que « *le regroupement familial est un facteur essentiel de l'intégration des populations immigrées* », le ministre de l'Intérieur a multiplié dans un décret récent les obstacles à un regroupement, après avoir rendu plus difficile les mariages entre Français et étrangers.

Ce faisant, M. Pasqua ne protège pas l'identité nationale : sa politique fabrique des clandestins, sa politique fabrique de la détresse et du malheur pour les couples brutalement séparés, pour les familles qui restent dispersées.

Humanistes de tous bords, que faites-vous ?

SOCIALISTES

Les temps incertains



Fumisterie

Quelles «primaires» ?

p. 3

Entretien

La reprise sans emploi

p.6/7

Débat ? Vous avez dit débat ?

A quel niveau de dérision faut-il situer le « nouvel exemple français » dont se gargarise M. Balladur et cette arlésienne du « nouveau contrat social » qu'on nous fait miroiter depuis quelques lunes sans qu'on en distingue la moindre esquisse ?

Comment peut-on aujourd'hui se payer le luxe de se divertir - au sens pascalien du terme - tantôt en remuant les souvenirs nauséabonds de Vichy, tantôt en relançant le feuilleton des « affaires », tantôt en faisant son miel des palinodies d'une précampagne présidentielle dont tout laisse entrevoir que l'issue - quel que soit le « malheureux élu » - n'apportera aucune solution concrète à la crise sociale, économique, politique et morale qui ruine les fondements de notre société ?

Chacun feint de nous inviter au débat ; mais de quel débat s'agit-il ? Y aura-t-il des primaires dans la majorité ? Tapie sera-t-il encore éligible ? Le Vicomte sera-t-il candidat ? Est-ce Gérard Longuet qui a lui-même fait placer un micro sur son téléphone pour se poser en victime ?

Chirac va-t-il enfin décoller dans les sondages ? Graves questions, en effet ! ...

Le vrai débat, ne serait-ce pas plutôt de se demander qui, parmi tous les candidats virtuels, naturels, potentiels ou résiduels dont les médias supportent les chances de l'emporter, oserait, par exemple, proposer le partage du travail et des revenus ? Qui oserait proposer la semaine de trente heures sur quatre jours que justifierait l'adaptation de l'appareil productif à l'évolution des techniques, aux gains de productivité qu'elles génèrent et au marché du travail dans l'état où il se trouve ?

Qui oserait resserrer l'éventail des salaires dans une fourchette de un à dix ? Qui se risquerait à transférer les gigantesques profits de la spéculation financière (1 809 milliards en 1993 !) à des activités plus utiles pour la collectivité ? Qui oserait

nationaliser *de jure* un système de santé qui l'est *de facto* puisque l'État éponge les gabegies d'une médecine qui n'est libérale que pour ceux qui savent en tirer profit ?

Qui aurait le courage de taxer l'utilisation des automates et la sous-traitance hors de la C.E.E. qui détruisent tant d'emplois ?

Qui prendra l'initiative de condamner un système politique dévoyé en prescrivant de remettre les énarques à leur juste place - celle de commis d'État et non d'hommes d'État - et de redonner au citoyen le plein exercice d'une souveraineté confisquée par une oligarchie arrogante, corrompue et incompétente ? Qui sera en mesure d'exiger que les parlementaires soient soustraits à l'emprise désastreuse des partis et ne votent qu'à bulletin secret ? Qui aura l'audace de proposer un mode de désignation du Chef de

l'État qui ne privilégie pas les ambitions et les spéculations personnelles au détriment des choix stratégiques qu'exige la conduite des affaires publiques ?

Qui démontrera que la morale et la rectitude ne s'apprécient pas à l'aune des lénifiants discours dispensateurs de sondages flatteurs ou à l'épaisseur des plates-formes électorales, mais à la réalisation des actes et au succès des mesures engagées ?

Se contenter d'annoncer que dans six mois on va bousculer les habitudes et les conformismes, donner « à croire » ou « à rêver » s'avère vain dès lors que l'épreuve du pouvoir a ruiné le mince capital de crédibilité dont pouvaient encore bénéficier les uns et les autres.

Sans doute l'opinion peut-elle encore se laisser distraire ou abuser par les péripéties électorales dont on nous abreuve, par quelques nouveaux expédients et par l'art subtil de repousser indéfiniment les échéances dans lequel excellent, depuis vingt-cinq ans, tous les prétendants au trône élyséen, et en particulier M. Balladur, grand Maître en ataraxie et équanimité. Mais la persistance d'une si grave crise sociale, politique et morale, dans un État incapable de se réformer et dans une démocratie qui a perdu toute légitimité populaire, rend la révolution inéluctable.

La faillite du marxisme pourrait nous inciter à redécouvrir les vertus occultées de Proudhon, Fourier, Saint-Simon, Enfantin... « L'avenir vient de loin », comme l'écrit Jean-Noël Jeanneney.

Guy LECLERC-GAYRAU

Contre les primaires

Lancées par M. Pasqua en 1988, reprises par M. Balladur, les fameuses « primaires » sont inutiles et dangereuses.

Si la vérité d'une idée se jugeait à sa simplicité, le ministre de l'Intérieur serait un grand politique. Il se contente d'être un manoeuvrier brutal, qui s'obstine depuis six bonnes années dans une tactique fondée sur un seul argument : puisque deux candidats du même camp au premier tour risquent d'entraîner la défaite de la droite au second, il faut que la sélection entre les rivaux se fasse avant la campagne électorale. De cet arrangement, qui ne regarde que les partis d'une même coalition, M. Pasqua voudrait faire une loi. Pour la démocratie, ce projet est à la fois absurde et dangereux :

- si les « primaires » se font comme prévu grâce au vote de tous les électeurs, cela signifie que n'importe qui (de droite, de gauche ou du parti d'en rire) peut participer à une « consultation » qui sera douteuse dans ses résultats et exposée à de multiples manipulations.

- si les partis sont autorisés à se servir des listes électorales officielles, le principe du vote à bulletin secret sera sérieusement entamé puisque les partis de droite pourront, par soustraction, repérer les noms de celles et ceux qui veulent rester neutres ou (et) qui se

situent dans l'opposition. Il est clair qu'une telle procédure serait contraire à notre droit. Dès lors, les seules « primaires » envisageables seraient celles qui résulteraient de la consultation des responsables et des militants des partis de la majorité : élus, représentants locaux, adhérents « encartés ». Mais cette procédure resterait contraire à l'esprit de



la Constitution, qui institue une élection présidentielle à deux tours pour permettre des candidatures multiples à un premier tour qui fait fonction de « primaires ». De surcroît, cette procédure serait

contraire à la démocratie dans la mesure où elle empêcherait les électeurs de choisir entre tous les représentants des grandes familles politiques du pays : au premier tour, si les candidats de gauche ne nous conviennent pas, nous voulons garder la possibilité de choisir entre un candidat de tradition gaulliste et un candidat de tradition libérale.

Par calcul tactique, M. Pasqua en vient (sur ce point comme sur tant d'autres) à défendre une conception autoritaire de la démocratie. Espérons que ses propres amis sauront, cette fois, l'empêcher de nuire.

Annette DELRANCK

Ça passe ou ça casse

On s'essouffle vite à suivre l'existence chaotique de la droite majoritaire. On se rassure aussi vite en constatant qu'il s'agit de non-événements.

Il y eut, un jour déjà lointain, la candidature de Charles Millon à l'élection présidentielle. Quelques heures d'émotion médiatique, juste le temps d'expliquer qu'il s'agissait d'un boulet giscardien tiré sur le campement léotardo-balladurien. Puis Charles Millon disparut dans les arcanes de l'UDF. Reparatra-t-il un jour prochain ? Beaucoup s'en battent l'oeil. En cadence.

Il y eut, coup de tonnerre dans le ciel bleu du congrès qui n'en-était-pas-un, la grosse colère de Philippe Séguin contre le vote en faveur de Jacques Chirac et, surtout, contre l'attribution de la présidence du RPR à Alain Juppé. Bon tacticien, Charles Pasqua a poussé le manche du couteau dans le ventre chiraquien. Les impatiences séguinistes desservent le maire de Paris et Philippe Séguin lui-même. Entrer en rivalité avec Alain Juppé pour l'élection de 2002 alors que celle de 1995 n'est pas encore jouée, ce n'est vraiment pas raisonnable. Juppé, qui joue en finesse, marque des points, et les balladuriers se frottent les mains. Bof ! Un clou chassera l'autre.

Il y eut, tirées par Matignon, deux salves successives de promesses. La première était destinée à éblouir la jeunesse, l'autre semblait vouloir démontrer que l'immobilisme était dans la réforme - et réciproquement.

Pour les jeunes, les mesures annoncées sont en trompe-l'oeil (par exemple la possibilité d'être maire dès 18 ans) ou s'inscrivent dans une gestion minimaliste (désignation de divers médiateurs, consultations par téléphone, nouvelle Carte jeune...) mais rien de sérieux sur le chômage, sur l'enseignement secondaire et supérieur par exemple. Quant à la réforme de l'État, les dispositions envisagées constituent de désastreuses redites (sur le mandat présidentiel), de bonnes intentions depuis longtemps proclamées (sur le secret de l'instruction, sur la corruption, sur la saisine par les citoyens du Conseil constitutionnel), encore une fois du trompe-l'oeil (quant à l'extension de la procédure référendaire, qui sera limitée au domaine concernant l'organisation des pouvoirs publics) sans oublier la plaisanterie qui consiste à installer des boîtes à idées une fois par an dans les mairies.

Quant à la droite, la seule question sérieuse est de savoir si la mise à jour des réseaux de financements nationaux et internationaux des partis politiques feront sauter le PR, le RPR et le CDS avant ou après l'élection présidentielle.

Yves LANDEVENNEC

Faites connaître
Royaliste

Abonnement d'essai
3 mois = 25 F

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Débat ? Vous avez dit débat ? - p.3 : Contre les primaires - Ça passe ou ça casse - p.4 : Crime de lèse-majesté - Flagrant délit d'injustice - p.5 : La paradoxe britannique - p.6/7 : La reprise sans l'emploi - p.8 : Madagascar l'île rouge - p.9 : Singulier Edgar Morin - p.10 : Abdelkader - Le mythe aryen - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Un socialisme incertain.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Crime de lèse majesté

La campagne électorale n'en est encore qu'à ses débuts et déjà les apôtres de l'orthodoxie économique essaient d'étouffer le débat. Avec succès, pour le moment.

C'est désormais officiel, entre Balladur et Chirac, les marchés financiers et la Banque de France ont fait leur choix : leur héros ne sera pas Jacques Chirac. Dès l'annonce de sa candidature, le 4 novembre, et la présentation de ce que seront ses principaux thèmes de campagne, le Maire de Paris s'est attiré les foudres des partisans, en matière de politique économique, du *statu quo*. Ainsi, à l'une du *Monde* du 11 novembre pouvait-on lire sous la plume de François Renard : « L'annonce par Jacques Chirac d'une politique de changement constitue une véritable provocation, susceptible de compromettre les résultats d'une politique menée depuis onze ans, celle du franc fort et de la désinflation compétitive ». L'auteur aurait également pu poursuivre en disant que cette politique était aussi celle de l'augmentation sans précédent du chômage, de l'accroissement de l'exclusion, de l'émergence d'une société duale... Certes, depuis 1983 le franc est stable et l'inflation, maîtrisée, mais à quel prix ?

J'exagère ? En page intérieure, notre journaliste poursuit : « Écrire que la promotion de l'emploi, priorité absolue est au moins aussi importante que la défense de la monnaie, la maîtrise de l'inflation (...) représente un véritable défi adressé à nos partenaires européens et aux milieux

financiers internationaux ». On est bien obligé de constater qu'aujourd'hui, hélas ! ce sont les marchés financiers qui tendent à faire la loi et imposer leur *diktat*, mais est-ce une raison pour démissionner ? Ce qui est grave, ce n'est pas tant les arguments - consternants par leur classicisme banal - que développe François Renard mais le fait qu'il nous dénie le droit au débat, sous prétexte que nous risquons de désespérer Wall Street ou le Palais Brogniard et que Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France indépendante, s'est fâché tout rouge.

Ce qui fut suivi d'effet. Depuis le 4 novembre, Jacques Chirac a changé son fusil d'épaule. Dans un entretien accordé à la *Tribune*, il dit qu'il n'est plus question de changer la politique économique actuelle. Ainsi, redevient-il « crédible et respectable », pour reprendre l'expression de Jean-Marc Sylvestre, chroniqueur économique de France Inter, de TF 1 et du *Figaro*. Les craintes que nous émettions ici-même au moment de la privatisation de la Banque de France sont sur le point de devenir réalité : c'est désormais la Banque de France et son gouverneur qui imposent leur politique économique.

On désespère de trouver un jour quelqu'un qui fera sortir de l'ornière le débat économique !

Patrice LE ROUÉ

Flagrant délit d'injustice

Inégalité colossale des salaires, dureté de la direction : la longue grève des travailleurs de GEC-Alsthom est tristement exemplaire.

Depuis les premiers signes de reprise, les milieux dirigeants attendaient avec inquiétude un redémarrage des revendications salariales. Le phénomène est logique : puisque les choses vont mieux, puisque les profits augmentent, les salariés demandent à bénéficier des fruits de leurs efforts.

De fait plusieurs conflits ont éclaté, chez Pechiney à Dunkerque, chez Martell à Cognac, dans une filiale de la Snecma à Châtelleraut, et surtout chez GEC-Alsthom. Commencée à Belfort le 24 octobre, la grève s'est rapidement étendue aux autres usines du groupe franco-britannique, majoritairement possédée par Alcatel : comme à Belfort, les ouvriers du Petit-Quevilly, du Havre, de La Courneuve se sont engagés dans un long conflit avec la direction.

Comme toujours en France, le combat pour la revalorisation des salaires est aussi un combat pour la dignité. Cette double exigence revêt un caractère tout particulièrement exemplaire chez GEC-Alsthom en raison de la publicité qui entoure depuis plusieurs mois Alcatel et son P.D.G. On se souvient que Pierre Suard, figure emblématique du patronat de pointe, a trébuché sur une misérable affaire de salle de bains au printemps dernier, et on a appris récemment que la justice soupçonnait Alcatel d'avoir financé illégalement le

Parti républicain.

Un groupe capitaliste qui finance le parti de la droite libérale. Un patron qui gagne au bas mot 1 million de francs par mois alors que des ouvriers qualifiés et de jeunes techniciens gagnent moins de 8 000 francs. Une direction qui se moque du monde lorsqu'elle invoque depuis des années la dureté de la concurrence internationale - comme s'il y avait une comparaison possible entre la fabrication des rames du TGV et la confection de chemisettes en Thaïlande ou en Lituanie. Une direction qui continue à se moquer du monde lorsqu'elle refuse une augmentation de 1 500 F par mois, alors que le groupe se vante des bénéfices accumulés... En somme, des inégalités flagrantes défendues avec un mépris de fer par le haut patronat.

Un romancier marxiste hésiterait à utiliser de telles données, tant il redouterait qu'on l'accuse de schématisme. Dans la France de M. Balladur, point différente en cela de celle de M. Bérégovoy, la fiction recule devant la réalité de l'injustice.

B. LA RICHARDAIS

Aidez-nous !
Pour vos achats de livres faites appel à notre service librairie

Le paradoxe britannique

« Les Républiques finissent par le luxe ; les monarchies par la pauvreté ». (Montesquieu)

Après l'Italie (1), c'est l'Angleterre qui ne peut plus longtemps éluder le débat sur son identité. Elle peut - comme l'a fait en 1936 l'*establishment*, le premier ministre conservateur Baldwin et l'archevêque de Canterbury - sacrifier le prince de Galles comme bouc émissaire, mais elle n'empêchera pas que la monarchie ne soit, en l'occurrence, que le révélateur du paradoxe extrême de l'Angleterre. Ce paradoxe c'est cette très longue continuité qui a donné à l'Europe les éléments fondamentaux de la modernité : contrat social, tolérance, révolution industrielle, parlementarisme, mondialisme ; paradoxe résumé par la formule de son poète T.S. Eliot : « Il n'y a rien de vraiment nouveau qui ne soit traditionnel ». Mais l'Angleterre s'européanise à son tour, érodant ses spécificités. La monarchie n'est que la moindre de celles-ci mais la plus symbolique de son système de Droit, de son Empire, de son Église.

Les raisons « constitutionnelles » de l'hebdomadaire *The Economist* contre la monarchie le révèlent sans fard : la Couronne a un préjugé anti-capitaliste parce qu'elle est fondée sur la naissance plutôt que sur le mérite, et que sa richesse est héritée,

qu'elle n'a pas, contrairement à son *establishment*, à penser à s'enrichir. Elle passe donc pour « traître » à « sa » classe, au parti conservateur, à M^{me} Thatcher comme au magnat de la presse, le républicain australien Rupert Murdoch. Alors que, en fait, tout le problème de l'économie britannique est de savoir faire du neuf à partir de l'ancien, faire sauter les rigidités conservatrices, aborder de front les causes de son déclin comme le prince Charles a le courage de le faire pour la monarchie.

Ce défi lancé à l'*establishment*, au monde des affaires, à la City autant qu'à la monarchie, a un nom : l'Europe. S'il y a eu une erreur commise par Buckingham Palace ce fut bien le mariage du prince Charles, mais pas au sens anecdotique où la presse du cœur et les intéressés ravalent le problème. Charles a raison pour le nom de famille : après les efforts faits par la dynastie d'ascendance germanique pour s'angliciser (les Hanovre du XVIII^e, les Saxe-Cobourg-Gotha au début du XX^e (2), voire les Battenberg devenus Mountbatten), il fallait qu'elle s'internationalise comme elle l'est, de fait, à travers le Commonwealth selon la grande tradition des maisons impériales : *Bella gerant alii, tu felix Austria, nube*

Faites connaître Royaliste
Abonnez vos amis ! Trois mois d'essai = 25 F

(« Laisse les autres guerroyer, toi heureuse Autriche, marie-toi ! »).

C'est aussi l'idée sous-jacente à la remise en cause du serment du sacre : se voulant le défenseur de la foi sans majuscule (en anglais sans article), Charles devrait plutôt s'appeler Henry IX que Charles III. Comme Henry VIII en effet il devra faire du divorce l'occasion d'une réforme du statut de l'Église et, dans le droit fil de son remarquable discours sur l'Islam il y a un an, il lui faudra reconnaître que l'Angleterre est fille de son empire dont *Ramses 1995* (3) souligne « à quel point il représente une chance extraordinaire parce qu'il peut être l'un des modes de dialogue entre les cultures ».

Est-ce trop rêver ? La question n'est pas seulement de savoir si la monarchie est utile au Royaume Uni mais si ce principe fondamental est - comme l'unité de la Belgique, l'unification allemande ou la relation France-Afrique - utile à l'Europe et au monde. Comme royalistes, mais encore plus comme Français et européens, la réponse est oui.

Yves LA MARCK

(1) Cf. « A quoi sert l'Italie ? » in *Royaliste* n° 630.

(2) Critiquant les innovations de la cour d'Angleterre de 1914-1915 et cette nationalisation en opposition avec la dimension internationale que le régime des mariages donnait à la monarchie, Charles Maurras déclarait : « Il n'est pas sûr que le nouvel usage ait raison contre l'ancien ». (*Essais politiques*, éd. Flammarion 1973, p.516).

(3) Cf. « Le Royaume Uni laboratoire de l'Europe ? » in *Ramses 1995* (Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies) - Éd. Dunod - prix franco 180 F.

♦ **BELGIQUE** : Comme le veut la tradition, un *Te Deum* a été chanté à Bruxelles le 15 novembre pour la fête du Roi, en présence des membres de la Famille royale, à l'exception des souverains. Ce même jour, des instituteurs belges ont emmené leurs élèves au Musée de la Dynastie. Pour Barbara de Muyser Lantwyck, directrice des relations extérieures du musée, ses objectifs sont « tout d'abord de maintenir un foyer de loyauté envers la monarchie ; ensuite faire connaître l'action de chacun de nos souverains en faveur du développement de notre pays ».

♦ **ESTONIE** : Les députés royalistes estoniens font tomber le gouvernement. Le parlement estonien a voté la défiance au premier ministre Mart Laar qui devra quitter le pouvoir après deux ans à la tête du gouvernement. Au terme de quatre mois de remous politiques, les députés estoniens ont voté une motion de défiance, déposée par le groupe royaliste du parlement, par 60 voix contre 27. De prochaines élections législatives doivent se dérouler en mars 1995.

♦ **JAPON** : Le quotidien japonais très puissant, *Yomiuri*, a lancé le débat constitutionnel autour de deux sujets : le droit à disposer d'une armée et le statut de l'empereur. En ce qui concerne le rôle constitutionnel de l'empereur, dépossédé de tout pouvoir après la reddition japonaise de 1945 et aux termes de la Constitution de 1946, le *Yomiuri* réaffirme son rôle symbolique mais entend qu'il soit considéré comme un chef de l'État en ce qui concerne les relations étrangères.

♦ **ESPAGNE** : Le 8 novembre, le roi Juan Carlos et la reine Sophie ont entamé un tour officiel dans le monde arabe. Leur voyage a débuté par Tunis où les questions économiques bilatérales et la situation du Maghreb ont été au centre des conversations, s'est poursuivi à Amman chez le roi Hussein et la reine Nour. Les souverains espagnols sont les premiers chefs d'État à fouler le sol jordanien depuis la signature du traité de paix avec Israël. A Amman, le roi d'Espagne s'est notamment exprimé devant le parlement - seul Bill Clinton avait reçu cet honneur jusque là - pour appuyer les efforts de paix et de démocratisation du roi Hussein. Le roi et la reine d'Espagne rejoindront Madrid après une brève visite au roi Fahd d'Arabie Saoudite.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Tandis que la princesse de Galles reprend un rythme plus soutenu d'obligations officielles dans le cadre notamment de la Croix-Rouge britannique par un voyage humanitaire au Rwanda, le prince Andrew, duc d'York a été officiellement reçu par le président Carlos Menem à Buenos Aires, la première visite d'un membre de la famille royale depuis la guerre des Malouines en 1982. Cette visite a valeur de symbole, puisque le duc d'York avait combattu lui-même dans les forces de la Royal Navy contre l'invasion argentine. Avant l'arrivée du prince, le président Menem avait affirmé que « c'est uniquement par la voie diplomatique que l'on peut résoudre le différend sur la souveraineté des Malouines ».

Centralien, diplômé de sciences économiques, André Gauron est l'auteur de livres remarquables

d'analyse économique, et fut conseiller de Pierre Bérégovoy de 1982 à 1991.

Il examine pour nous les caractéristiques de la reprise dont le gouvernement fait grand cas, et insiste sur les aspects monétaires de la politique de lutte contre le chômage qu'il a traitée globalement dans un ouvrage récent.

■ **Royaliste** : On parle depuis plusieurs mois d'une reprise de l'activité économique. Comment analysez-vous cette reprise ? Offrez-elle des perspectives sérieuses en termes d'emploi ?

André Gauron : Pour l'instant, cette reprise demande à être confirmée. Nous avons eu en début d'année un mouvement tout à fait particulier lié à un cycle de prix dans les biens intermédiaires qui avaient excessivement baissé pendant la récession - ce qui avait entraîné un très fort déstockage. La hausse des prix dans ce secteur a entraîné un restockage qui a porté la reprise en France et dans la plupart des pays européens au début de 1994. Ceci a induit une augmentation des échanges entre nos pays et un léger redémarrage de l'investissement dans le secteur des produits intermédiaires - l'aluminium par exemple. A cela s'est ajoutée la prime automobile, qui a été sensible au printemps mais dont l'effet s'estompe.

Pour que la reprise se confirme, il faudrait que le principal moteur - la consommation des ménages - démarre vraiment. Or, que ce soit en France ou dans la plupart des autres pays européens, ce moteur ne s'allume pas à la différence de ce qui s'est passé aux États-Unis. L'Europe a pour l'instant une politique salariale relativement restrictive et, du fait de ses

déficits publics, elle est plutôt conduite à avoir une politique budgétaire restrictive - ou même à procéder comme en Allemagne à des augmentations d'impôts. Nous sommes donc dans une situation où les perspectives de demande sont peu enthousiasmantes pour les entreprises, qui risquent de ne pas accroître pour le moment leurs capacités de production, faute de certitudes quant aux débouchés. *A contrario*, d'aucuns soutiennent que les entreprises ont pris du retard dans leur modernisation pendant la période de récession et qu'elles vont devoir investir à nouveau. Mais en ce cas l'investissement dans de nouvelles technologies risque de se faire au détriment de l'emploi. Au total, la reprise (si elle devait se consolider) n'est pas suffisante pour faire reculer le chômage.

■ **Royaliste** : Quel jugement d'ensemble portez-vous sur la politique économique de M. Balladur ? Est-elle en continuité ou en rupture avec celle du précédent gouvernement ?

André Gauron : Il y a à la fois des éléments de continuité et des éléments de rupture. La continuité, c'est la politique monétaire de stabilisation du franc et de réduction de l'inflation menée en France depuis 1983 : elle donne aux entreprises françaises qui exportent, notamment vers l'Allemagne, un avantage qu'elles n'avaient pas au début

des années quatre-vingt. Cette politique monétaire, qui est aussi une politique d'ancrage dans le Système monétaire européen, présente aussi des inconvénients qui ne tiennent pas à la stabilité du franc mais, j'y reviendrai, au caractère incomplet du S.M.E.

Les points de rupture s'observent dans les orientations budgétaires et fiscales prises par l'actuel gouvernement. Sa principale initiative a été de revenir à la politique de privatisation décidée en 1986, mais avec une différence : en 1986, on nous expliquait que les recettes de privatisations devaient avoir pour objet le désendettement de l'État ; maintenant, on constate que ces recettes servent à financer les dépenses courantes de l'État, ce qui signifie que la politique budgétaire est beaucoup moins rigoureuse qu'auparavant.

■ **Royaliste** : Il y a quelques années, vous avez publié sous pseudonyme un livre intitulé « *La Bourgeoisie financière au pouvoir* ». Comment le groupe dirigeant a-t-il évolué depuis lors ?

André Gauron : La société française poursuit depuis une vingtaine d'années une évolution inquiétante. Progressivement, s'est constituée une oligarchie financière, qui n'est pas uniquement d'origine administrative, mais où le passage par la haute administration est devenu la clé de

l'accès aux postes de direction dans le système financier et dans le système industriel. A l'encontre de cette tendance, qui s'était encore renforcée sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, on a cru au début des années quatre-vingt qu'il y aurait un retour à un capitalisme industriel de type familial, avec une succession par héritage : c'était l'époque de Lagardère, de Trigano, de Bouygues... Or les années quatre-vingt-dix marquent une régression de ce capitalisme familial qui avait l'avantage de

permettre un pluralisme de l'accès aux responsabilités. Actuellement, le système est en train de se refermer. De ce point de vue, M. Balladur est le fidèle héritier de son maître à penser Georges Pompidou puisque nous observons le retour sous son égide des hauts fonctionnaires dans les postes de contrôle du système industriel et financier.

Ceci est très grave. Comme ce système est contrôlé par deux voies d'accès - l'ENA d'une part et X-Mines ou X-Ponts de l'autre - la mobi-

lité sociale est confisquée par une filière quasi unique. Ce qui interdit par conséquent tout pluralisme des élites, à la différence de ce qui se passe dans beaucoup de pays étrangers. Il ne faut pas s'étonner si, dans ces conditions, le débat politique français est marqué par un extraordinaire conformisme : on retrouve la même élite dans la haute administration, dans les banques, dans les grandes entreprises, dans la classe politique et à la tête des principaux médias. Comme cette élite est passée par le même moule et a donné les mêmes gages dans sa carrière administrative, il y a non seulement uniformité de pensée mais aussi complicité dans les dérives du système comme on le voit avec les « affaires » qui font la une de l'actualité. Dans ce milieu très fermé, les affaires qui nous préoccupent ne sont pas considérées comme le résultat de pratiques anormales : chaque membre de cette élite se conforme au comportement de ses pairs et ne s'aperçoit même plus que ses actes sont contraires à la morale et au droit. Dès lors, la dérive de l'ensemble du système est considérée comme un phénomène normal.

■ **Royaliste** : Comment briser le conformisme intellectuel que vous décrivez, notamment dans la manière d'aborder la question de l'emploi ?

André Gauron : La principale cause du haut niveau de

chômage est liée à la construction européenne. Souvenons-nous des raisons qui ont conduit à instaurer un système monétaire européen. Dans l'idée d'Helmut Schmidt, il y avait deux étapes. D'abord mettre en place un système de change permettant de stabiliser les monnaies vis-à-vis du dollar et du yen. Il fallait éviter que les uns ne soient entraînés dans leur flottement alors que d'autres avaient intérêt à suivre le Mark comme les pays du Benelux afin de poursuivre l'intégration européenne. Mais le Chancelier Schmidt avait bien compris ce qu'on s'est empressé d'oublier : une zone d'union monétaire dans laquelle les pays gardent la maîtrise de leur politique monétaire, conduit chaque pays à décider de politiques monétaires restrictives en cas de déséquilibre de leurs paiements. D'où la proposition allemande d'une seconde étape de l'union monétaire (prévue pour le 1^{er} janvier 1980) par mise en commun des réserves de change, afin qu'il n'y ait qu'une seule monnaie vis-à-vis de l'extérieur (chaque pays gardant sa propre monnaie pour ses paiements intérieurs).

L'abandon de cette seconde étape a eu des conséquences graves : l'Europe a connu deux récessions, dont elle n'a pas pu sortir par des politiques expansionnistes à la différence des États-Unis.

■ **Royaliste** : Pourquoi ?

André Gauron : A cause de la contrainte d'un S.M.E. incomplet, qui implique comme je l'ai dit des contraintes de balance des paiements et par conséquent des politiques restrictives. Souvenez-vous : quand la France en 1981 a tenté de mener, seule, une politique expansionniste, elle a connu un tel déficit de sa balance des paiements qu'elle a dû s'engager dans le fameux tournant de 1983 et mener à son tour des politiques restrictives.

Le chômage, s'est principalement développé à deux moments : lors de la récession de 1980-1981 (en 1983 en France) puis avec la récession de 1991-1993. Entre temps, les politiques restrictives nous ont empêché de revenir au niveau de chômage antérieur à la récession. Ce qui fait que l'Europe voit le chômage aug-

menter massivement en période de récession et n'a pas la capacité, par sa politique économique, d'effacer les effets de la récession.

■ **Royaliste** : A-t-on essayé de sortir de cette situation ?

André Gauron : Les gouvernements européens n'ont pas été aveugles. Jacques Delors a lancé en 1988 l'idée d'union économique et monétaire, qui a provoqué un débat au cours duquel sont apparues de sérieuses divergences. Pierre Bérégovoy avait souhaité une méthode à la Schmidt : plutôt que de faire un grand traité et de fixer toutes les étapes, il aurait préféré une étape immédiate consistant à mettre en commun les réserves de changes et à créer un fonds monétaire européen indépendant qui aurait eu la responsabilité des interventions sur les marchés internationaux. L'Europe serait ainsi devenue un ensemble solidaire, face à la politique américaine. Or les Allemands et les Anglais ne souhaitaient pas cette solution rapide et ils ont préféré le schéma théorique et le projet à long terme : on a adopté la monnaie unique pour ne rien faire dans l'immédiat et, en effet, rien ne s'est produit. Du coup, les pays européens ont une croissance économique inférieure à la croissance potentielle que l'Europe pourrait avoir.

Pour sortir de cette situation, il faut utiliser l'Institut monétaire européen, qui a l'avantage d'exister, lui donner la responsabilité (qu'il n'a pas) de centraliser et de gérer les réserves de change des États membres et d'instituer une balance européenne. Il faut aussi créer un marché financier unifié, et affronter les problèmes de gestion de la dette publique, qui a considérablement augmenté. Nous n'échapperons pas à une grande opération de conversion des dettes et il est important que ce problème soit résolu en commun, en décidant que le budget de la Communauté portera, grâce aux contributions nationales, l'endettement public des États.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

EN QUELQUES MOTS

■ **COLLOQUE** - Le mardi 29 novembre, à partir de 9 h 30, se tiendra à la Sorbonne un colloque ayant pour thème « *De Gaulle et trois grands écrivains résistants : Bernanos, Malraux et Mauriac* » avec la participation de Pierre Messmer, Alain Peyrefitte, Jean-Loup Bernanos, Janine Mossuz-Lavau, André Séailles, Pierre de Boisdeffre, Jean Marin. Des lectures de textes seront faites par Michel Etcheverry et Yann Bonny. Renseignements auprès de l'Association internationale des Amis de Georges Bernanos, 30, rue des Dames, 75017 Paris.

■ **BERNANOS** - Toute l'œuvre romanesque (huit romans auxquels ont été ajoutés « *Les grands cimetières sous la lune* ») de Georges Bernanos vient d'être rééditée en un seul volume de plus de 1400 pages dans la collection *Omnibus* chez Plon. Édition pour laquelle Michel del Castillo a rédigé une préface intitulée : « *Georges Bernanos, l'insurrection de la vie* ».

Georges Bernanos « *Romans* », Éd. Plon - prix franco : 170 F.

■ **MATZNEFF** - Les amis de Gabriel Matzneff seront comblés. Après la parution de son nouveau livre « *Maîtres et complices* » (voir *Royaliste* n° 630), voici repris en un seul volume sous le titre « *Le cycle de Nil Kolytcheff* » trois de ses romans ainsi que la réédition du « *Taureau de Phalaris* » dans la collection La Petite Vermillon.

« *Le cycle de Nil Kolytcheff* », Éd. Lattès, prix franco : 190 F - « *Le Taureau de Phalaris* », La Table ronde, coll. La Petite Vermillon, prix franco : 60 F.

■ **AMIS DE LA MAISON DE FRANCE** - L'association des Amis de la Maison de France, qui fête son dixième anniversaire, tiendra son assemblée générale annuelle le samedi 10 décembre. L'assistance à cette réunion est bien entendu réservée à ses adhérents. En revanche l'association organise le samedi soir, dans les salons de l'Hôtel Crillon, sous la présidence de S.A.R. la comtesse de Paris, un grand dîner auquel sont conviés tous les amis de l'association.

Renseignements et bulletin d'inscription en écrivant à l'A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08 ou en lui téléphonant au (1)43.70.85.67.

■ **PRIX** - L'Association Unité Capétienne a créé un prix littéraire et historique Hugues Capet destiné à récompenser chaque année un ouvrage consacré à un roi ou une reine de France ou à l'un de leur descendant. Le jury composé d'historiens et de journalistes et présidé par la comtesse de Paris se réunira pour la première fois le 30 novembre prochain. Le Prix sera officiellement remis à son lauréat au cours du Salon du Livre d'Histoire de France le 17 décembre.

Salon du Livre de l'Histoire de France, le samedi 17 décembre de 14 h à 20 h au 60, Bd de La Tour Maubourg, 75007 Paris.

Naufrage

Madagascar, l'île rouge

Par quelques brèves images télévisées les Français apprenaient en juin 1991 que le sang coulait à Madagascar et que les Malgaches excédés voulaient contraindre au départ l'amiral-président Ratsiraka.

Didier Ratsiraka fut un élève brillant. Après une courte carrière d'officier il fut vite mêlé à la vie politique de son pays : en 1975 il est imposé à sa tête, par un directoire de militaires, ouvrant une ère nouvelle après l'expérience Tsiranana. Ce dernier, père de l'indépendance, connaissait l'ancestrale loi malgache non écrite du *Mora Mora*, doucement, doucement. C'est l'époque dite du développement au « ras de terre », lent mais continu. Des esprits pressés, formés dans quelques universités françaises, crurent habile de reconduire en sa province natale cet homme débonnaire.

Le 4 janvier 1976 Ratsiraka devient officiellement Président de la république démocratique malgache et à cette occasion il annonce à son peuple qu'il a choisi de créer un nouvel État-Socialiste.

Ce jeune officier brillant entreprit donc la redoutable tâche de changer l'homme malgache, de le « conscientiser » en modifiant radicalement la société dans laquelle il vivait. Guidé par les lois scientifiques du marxisme-léninisme, illuminé par ce phare de la conscience mondiale qu'est Kim Il-Sung le président bien aimé de la Corée du Nord - un humaniste s'il en est ! - on ne réforme pas, on révolutionne.

Ainsi grée, la barre tenue en main par l'amiral, la grande île en forme de croiseur, est parée à voguer vers des lendemains radieux.

On sort de la zone franc, on nationalise ou plus exactement on spolie, on planifie, on manipule la jeunesse, on écrit un petit « livre rouge », on met les coopérants français à la porte, on les remplace par des soviétiques. Le résultat ne se fait pas attendre, le désordre se généralise, la corruption et la gabegie s'installent, les circuits de distribution sont désorganisés pour le plus grand profit des spéculateurs, l'agriculture vole en éclat : Madagascar qui exportait riz et viande est contrainte d'importer ces deux produits de base. L'incompétence fait des ravages, le tout provisoirement couvert par la logorrhée révolutionnaire. Et l'on continue : les routes deviennent impraticables, la jacquerie gagne la brousse, Tana cette capitale au charme désuet devient un véritable cloaque. Ratsiraka enfermé dans le palais fortifiée qu'il s'est fait construire - car on peut être partisan de l'égalité tout en aimant ses aises - voit croître sa fortune à proportion inverse de l'appauvrissement de l'île.

La patience du peuple a ses limites et la réaction prend forme. C'est l'illumination pour le Président qui, toute honte bue et après avoir tenté

dans un dernier sursaut de briser l'unité du pays en opposant les ethnies côtières à celles des hautes terres, découvre les vertus du marché, de la propriété privée, du pluralisme politique, s'aperçoit que réintégrer la zone franc n'est pas forcément le signe d'aliénation à l'ancienne puissance coloniale. Retour donc à la case départ. Il est trop tard, le sang a coulé, le peuple s'est ensuite exprimé démocratiquement, l'amiral est débarqué.

C'est l'histoire de ce naufrage qu'Éric Revel nous donne à lire. On pourra reprocher à son texte une certaine confusion dans la présentation des événements qui s'enchevêtrent de telle façon que l'on finit pas ne plus s'y retrouver. Ce livre aurait gagné en clarté s'il avait tout simplement adopté l'ordre chronologique. Cette façon de jouer au yo-yo avec l'histoire, n'empêche pas d'apprécier la présence de fortes pages dans lesquelles le journaliste - qui a pu s'entretenir de nombreuses fois avec Ratsiraka avant et après la chute - cède souvent la place au procureur, et l'on partage l'indignation et les colères de l'auteur devant un aussi lamentable gâchis. En définitive Éric Revel a très bien résumé l'ampleur du désastre en constatant que celui-ci se révèle sans doute dans les destructions matérielles mais surtout dans le regard des enfants. C'est là l'impardonnable.

Michel FONTAURELLE

Éric Revel - « *Madagascar - L'île rouge* » - Éd. Balland - prix franco : 120 F.

Idées

Singulier Edgar Morin

Qu'Edgar Morin soit dans l'univers intellectuel contemporain une personne originale, mieux encore un homme totalement libre, j'en suis persuadé depuis longtemps. C'est bien pourquoi j'ai toujours une prédilection pour ce penseur-sociologue, en dépit de désaccords qui ne sont pas toujours mineurs. Récemment il donnait encore une preuve de son indépendance d'esprit, en défendant François Mitterrand attaqué sur son itinéraire de jeunesse, après l'excellent livre de Pierre Péan. D'ailleurs, Péan avait interrogé Morin, témoin important de la Résistance indiscutable du président de la République, et cela avait été l'occasion d'un étonnant raccourci historique de l'intéressé sur toute cette période de la guerre, d'un équilibre et d'une sagacité de jugement exceptionnels. Edgar Morin revient sur cet épisode dans une sorte d'ouvrage bilan de sa vie (1), au cours du chapitre où il précise sa manière de s'engager en politique.

Nullement inconditionnel du Président, il fut même fustigé comme « ennemi du socialisme » par certains « torquemadiens de l'état de grâce » et il explique qu'il rompit sa collaboration à *Globe* lorsqu'il s'aperçut que cet hebdomadaire était « mitterrandolâtre ». « *Cela me renforce dans ma répugnance à l'actuelle hystérie antimitterrandienne, surtout quand elle vient de ses fidèles et suiveurs* ». Le sujet l'intéresse surtout, en tant qu'il est révélateur d'une certaine attitude et d'une certaine hystérie qui est monnaie courante en politique : « *J'ai bien compris pourquoi vous haïssez le mot de complexité. C'est que vous tenez à votre manichéisme, à votre dogmatisme idéologique, à votre simplisme, à votre paresse intellectuelle, à votre répugnance à tout autoexamen...* ». Pour ce qui est de l'autocritique, on sait qu'Edgar Morin n'a jamais lésiné ; non tellement par narcissisme naturel que par passion d'une vérité toujours en mouvement sur les chemins compliqués de la vie.

L'intérêt de cet examen général où l'auteur tente de nommer ses démons successifs ou simultanés réside d'abord dans son authenticité. C'est l'homme même qui s'exprime, avec une fraîcheur rare et sans naïveté, déjouant les fausses connivences et les a priori idéologiques. A tous ceux qui ont le sentiment qu'il appartient à ce monde des intellectuels de gauche où il serait reconnu et peu discuté, le rappel d'un certain nombre d'épisodes passés rendra la juste mesure des choses. Il fut un temps où la dictature morale d'Althusser, si ce n'est celle de Bourdieu, ostracisait toute déviance ou toute pensée qui ne rentrait pas dans les normes de l'École. Ces rappels ne feront pas forcément plaisir mais ils ont le mérite de mettre en garde contre des procédés d'intimidation qui sont loin d'avoir disparu. « *La grande Ineptie, formulée par Althusser, à savoir que Staline était un « économiste humaniste » et que les excès de son pouvoir étaient dus à cette déviation, fut accueillie avec une admiration respectueuse par l'intelligentsia... De l'autre côté, complétant le dogmatisme althusserien, le dogmatisme bourdivin expliquait le système éducatif par la « reproduction », la nécessité scolaire par l'« héritage culturel » et refusait l'existence de tous « dons » individuels, ceux-ci étant une mystification idéologique destinée à justifier la réussite scolaire des*

par Gérard Leclerc



« héritiers » ».

En pleine fureur structuraliste, Morin ne pouvait être à la mode, en dépit d'une publication aussi remarquable que son enquête sur Plozevet. « *« Pas d'individu, pas de saga, pas d'histoire, pas d'homme, pas d'âme ».* Ces inepties étaient ainsi assénées au nom de la Science par les nouveaux Diafoirus, toute dénégation était ainsi décrite comme débilité mentale. Comme un personnage de Labiche, je me disais parfois : *Molière si j'avais tes pinceaux !* ». On a aussi oublié à quel point le prestige de Sartre avait pu être pesant à certains moments. Répondant un jour ex abrupto à un journaliste italien, Edgar Morin avait provoqué la fureur du maître en expliquant que si l'écrivain Sartre était génial, le philosophe était moyen et le politique nul. C'était pourtant faire preuve d'une assez belle lucidité. Que l'on ne croit surtout pas que l'auteur se complaise dans les règlements de compte. Son souci est tout autre. D'ailleurs son indulgence pour les personnes est sans limites, en vertu de son éthique toute dressée contre la cruauté du monde.

C'est encore la complexité de l'être humain qui invite à l'indulgence et à la compassion. Les circonstances peuvent faire surgir des aspects de la personnalité qui seraient demeurés latents si des événements ne les avaient brusquement révélés. Mais il y a plus encore. Edgar Morin ne pouvait-être scandalisé quand le cardinal Lustiger a évoqué la possibilité de béatification de Jacques Fesch, condamné à mort et guillotiné pour avoir tué un policier. Depuis sa saison « en stalinie », il se méfie comme de la peste des purifications éthiques qui débouchent sur diabolisations et demandes de châtiments. C'est à un tel point que moi, qui suis le contraire d'un répressif, trouverais parfois qu'il exagère. Mais cela réclamerait une réflexion approfondie sur la façon où la faute gravissime affecte l'être du criminel et réclame une rédemption. Là-dessus, évidemment, je suis complètement chrétien. Morin, l'est d'ailleurs lui aussi à sa façon de *marrane* atypique - il a là dessus un chapitre que je tiens pour admirable et qui reprend un article mémorable du *Monde*.

Au-delà de précisions qu'il conviendrait d'apporter sur la philosophie de la personne, et celle de la responsabilité, il convient de comprendre l'importance de ce que nous explique Morin quant à son refus d'hystérisation de la politique et des relations humaines. Plutôt que de projeter la fraternité dans un état idéal qui serait au bout de nos efforts, ne conviendrait-il pas de fraterniser dès maintenant tous les rapports sociaux ? Voilà qui va à rebours des concepts fondamentaux de la politique selon Carl Schmitt et ses disciples qui ne conçoivent pas de cité sans définition continue de l'ennemi - c'est un des sujets centraux du dernier livre de Jacques Derrida « *Politiques de l'amitié* » (2).

Mais tel est Edgar Morin qui se référera toujours à l'axiome de son ami Robert Antelme **ne retrancher personne de l'humanité** : « *Nous devons résister à ce qui sépare, à ce qui désintègre, à ce qui éloigne, tout en sachant que la séparation, la désintégration, l'éloignement gagneront la partie. La résistance, c'est ce qui va à l'aide de ces forces faibles, c'est ce qui défend le fragile, le périssable, l'émergent, le beau, le vrai, l'âme. C'est ce qui peut faire une brèche dans le plexiglas de l'indifférence, afin de sourire au sourire, consoler les pleurs* ». Admirable ! Ce penseur-sociologue là a une âme de mystique et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il se retrouve dans la poésie de Jean de la Croix.

(1) Edgar Morin - « *Mes Démon* » - Éd. Stock - Prix franco : 148 F.

(2) Jacques Derrida - « *Politiques de l'amitié* - L'oreille de Heidegger » - Éd. Galilée - prix franco 218 F.

Abdelkader

Ce n'est pas une biographie ordinaire que nous offre l'un de nos meilleurs connaisseurs de l'Afrique du Nord, mais plutôt un commentaire éclairé de la vie d'un personnage lui-même peu ordinaire (1).

Puisant largement dans les très nombreux documents et lettres laissés par Abdelkader, Bruno Étienne présente un récit qui épouse la pensée et la personnalité du personnage et pourra parfois dérouter le lecteur non familiarisé avec le monde arabo-musulman, trop scrupuleusement cartésien ou ignorant les grandes lignes de la vie du chef algérien.

On ne se délectera donc pas ici de scènes de batailles puisque c'est la face la plus méconnue de l'Émir qui nous est révélée : le musulman inspiré, le poète arabe puis le franc-maçon. Bruno Étienne déroule tour à tour les périodes de sa vie, comme un parcours initiatique qui répond bien à la dimension mystique du personnage. Sa jeunesse, d'abord, est largement consacrée à une formation théologique, couronnée par un pèlerinage à la Mecque. La personnalité d'Abdelkader se révélera évidemment face à la conquête française. Bruno Étienne soutient à ce propos la thèse d'une Algérie déjà fort peuplée et à l'agriculture florissante, que les colonnes de l'armée d'invasion viendront dévaster. Il révèle également le sens politique d'Abdelkader qui se montre soucieux de bâtir un État capable de faire face à l'envahisseur. Mais, le plus saisissant dans la personnalité de ce fin guerrier c'est la profondeur de sa foi. Ainsi, chaque bataille perdue (elles ne le seront pas toutes) est perçue comme un message

adressé par Dieu, message dont l'interprétation donnera lieu à méditation.

Une fois la volonté de Dieu accomplie, c'est-à-dire la défaite consommée, Abdelkader se verra exilé, en France d'abord, où Napoléon III sera le seul à le considérer avec estime... et intérêt, puis en Turquie et au Levant. Abdelkader, non content de rester fidèle à sa promesse de ne plus s'élever contre son vainqueur (alors que l'Algérie peut encore s'enflammer à tout moment), deviendra une carte que le Second Empire cherchera à jouer dans sa politique méditerranéenne. Ainsi, l'Émir ayant protégé des chrétiens lors des massacres de Damas de 1860, c'est à lui que l'on songera pour diriger ce qui pourrait être un Levant sous obédience française. Napoléon III caressera aussi le rêve d'un royaume arabe d'Algérie dont Abdelkader eût pu prendre la tête. Enfin, l'Émir sera utilisé pour atténuer certaines oppositions locales au percement du canal de Suez.

Mais c'est surtout sur la dimension mystique d'Abdelkader que le très savant ouvrage de Bruno Étienne se révèle le plus riche. Que ce soit sur la symbolique de la Smala, les spéculations intellectuelles de l'Émir ou son initiation maçonnique, l'amatour de spéculations philosophico-islamiques sera comblé.

Christian MORY

(1) Bruno Étienne - « Abdelkader » - Éditions Hachette - Prix franco : 175 F.

Le mythe aryen

Au moment où le racisme fait violemment retour en Europe et aux États-Unis, il importe de redécouvrir sa généalogie.

Aux États-Unis, les auteurs d'un ouvrage retentissant prétendent fonder sur des comparaisons de « quotients intellectuels » une infériorité de nature entre les Noirs et les Blancs... En Yougoslavie, au Rwanda, le fantasme ethnique provoque des horreurs sans nom, et la France n'est pas à l'abri du racisme qui se cache derrière les discours contre l'immigration...

Ces théories et ces comportements sont réputés « barbares », « archaïques », « réactionnaires ». Hélas, le racisme est une idéologie moderne, qui s'est lovée dans la pensée scientifique du XVIII^e siècle et la philosophie des Lumières avant de produire la logique nazie de l'extermination. Pour s'en convaincre, il faut lire ou relire l'ouvrage décisif que Léon Poliakov a consacré au « Mythe aryen » et dont il vient de préfacer la réédition.

Tout au long de sa recherche savante, le grand historien de l'antisémitisme nous invite à revoir nos catégories et à réviser nos jugements. Non, le racisme n'est pas un comportement archaïque puisque la pensée judéo-chrétienne, qui sépare l'homme et la nature, qui établit l'égalité entre les hommes, qui proclame des valeurs universelles, est fondamentalement anti-raciste. Non, le mythe aryen n'est pas une

mythologie pour demeurés, mais une doctrine fabriquée par de vrais scientifiques et répandue par d'éminents intellectuels. Non, l'universalisme des Lumières n'est pas une garantie suffisante pour la personne humaine puisque de beaux esprits du XVIII^e siècle mirent en doute l'unité du genre humain...

Mais, à l'encontre d'un discours qu'on entend souvent ces temps-ci, il serait inexact de rapporter le racisme à la seule modernité, d'en attribuer la paternité au seul humanisme anti-catholique : c'est tout de même dans la très catholique Espagne du XVI^e siècle que s'invente le concept de « pureté du sang » et que s'institue la première politique de purification ethnique...

Qu'on ne croie pas à une distribution des mérites et des fautes. Le racisme est un péché sur l'origine, une sempiternelle tentation dont la technique ne saurait nous délivrer. Comme le souligne Léon Poliakov dans une préface inédite, la télévision diffuse la violence, ses images la provoquent et l'entretiennent aux États-Unis, dans l'ancienne Yougoslavie, sans oublier la France. Lire Poliakov, c'est déjà résister.

Sylvie FERNOY

(1) Léon Poliakov - « Le Mythe aryen » - Pocket, coll. Agora, 1994 - prix franco : 60 F.

Abonnez vos amis !

Abonnement d'essai de trois mois = 25 F

Encore un effort !

Oui, encore un tout petit effort ! Il ne nous manque plus que 5000 F pour atteindre l'objectif que nous nous étions fixé. Mais ce n'est pas le moment de baisser les bras... car nous avons fixé nos besoins au minimum vital et il ne s'agit pas de rester en deçà ne fut-ce que de quelques centaines de francs. Alors, vite ! que les retardataires se précipitent sur leur chèque et nous envoient leur obole. Je les en remercie d'avance.

Y.A.

Liste des souscripteurs

Roger Akriche 100 F - Jean Aubry 100 F - Patrick Barrau 250 F - Eric Baudouin 500 F - Jean-François Cheneval 250 F - Philippe Clavel 30 F - G. L.-G. 40 F - Jean-Louis Legoux 500 F - A.P. Lyon 250 F - Marcel Phellipon 200 F - Jacques Roué Daéron 195 F - Hervé Rumin 15 F - Un anarcho-royaliste de Washington 250 F - A.T. 625 F.

Total de cette liste : 3305 F

Total précédent : 33 004 F

Total général : 36 309 F

ILE-DE-FRANCE

La prochaine réunion d'organisation de la « Fédé » aura lieu dans les locaux du mouvement le samedi 3 décembre à 17 h. Rappelons qu'elle est ouverte à tous ceux, adhérents ou non, sympathisants, abonnés ou lecteurs de *Royaliste*, qui désirent réfléchir aux moyens de faire passer notre royalisme dans la vie quotidienne et participer aux actions entreprises. Cette réunion peut être une bonne occasion pour les « nouveaux » de venir prendre contact et faire connaissance. Une seule règle : Bonne humeur et convivialité sont de rigueur...

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Bertrand Renouvin sera à Perpignan le lundi 5 décembre à l'occasion du lancement de son livre et de la tenue des « Assises régionales du royalisme ». Tous renseignements auprès de notre délégué départemental des Pyrénées orientales : M. Georges Dorso, 21 rue Malakoff, 66390 Baixas (Tél. : 68.38.57.00).

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 30 novembre - Comment expliquer l'échec de la monarchie constitutionnelle en France, et notamment l'échec de la monarchie selon les chartes de 1814 et 1830, alors que, par ailleurs, ce régime s'est durablement institué dans l'Europe démocratique ? Telle est la question difficile et passionnante à laquelle Pierre ROSANVALLON dont les travaux sur le XIX^e siècle font autorité, répond dans son dernier ouvrage, « La monarchie impossible ». Tel sera le thème de sa conférence et de notre débat.

● Mercredi 7 décembre - On nous dit depuis longtemps que nous avons perdu nos repères, mais nous avons toujours autant de mal à les retrouver. Sociologue et anthropologue, en dialogue amical avec nous depuis plus

de dix ans, Georges BALANDIER poursuit sa réflexion sur la tradition et la modernité dans un nouvel ouvrage qui explore le dédale dans lequel nous nous sommes perdus. Comment penser, comment vivre dans un univers technique hanté par le sacré et géré par une démocratie confuse ? Notre invité nous dira pourquoi il faut « En finir avec le XX^e siècle » et à quelles tâches nous sommes confrontés.

● Mercredi 14 décembre - Alors que la noblesse française est très présente dans l'imaginaire national, son histoire est peu connue. Chercheur au CNRS, chargé de cours à Paris I, Jean NAGLE est spécialisé dans l'histoire sociale, et a consacré sa thèse, puis un ouvrage dont nous avons rendu compte, au faubourg Saint-Germain. Il nous présentera ses analyses et ses conclusions dans une conférence sur « La noblesse, le travail et l'argent », donc aux « valeurs » vraies ou fausses dont on parle tant...

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

BRETAGNE

Bertrand Renouvin sera à Rennes le samedi 17 décembre à l'occasion du lancement de son livre et de la tenue des « Assises régionales du royalisme ». Tous renseignements auprès de notre délégué départe-

temental d'Ille et Vilaine : M. Didier Le Roué, 5 Rue de Daoulas, 35760 St Grégoire (Tél. : 99.68.73.29) ou de notre délégué des Côtes d'Armor : Jacques Roué-Daéron, 26 Rue Waldeck Rousseau, 22100 Dinan (96.85.20.10)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ Commande « Derniers jours avant la révolution » au prix de 135 F franco

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Un socialisme incertain

Pour les socialistes, une page est en train de se tourner, dans un trouble dont ils sont coutumiers. Nous ne saurions nous en moquer : il n'y a pas de parti politique heureux, sauf dans les quelques heures qui suivent l'annonce d'une victoire, sauf dans les rares fêtes où une famille d'esprit invoque sa mémoire et célèbre sa solidarité militante.

De fait, le congrès de Liévin ne fut pas celui du bonheur socialiste retrouvé, mais celui d'une attente apparemment apaisée et cependant vécue avec des sentiments mêlés. Malaise persistant et bonne conscience presque retrouvée. Retour aux sources et quête d'un inquiétant sauveur...

Le malaise était perceptible, lorsque le président de la République vint commémorer la catastrophe minière de 1974 et saluer ses amis à l'Hôtel de Ville. Des acclamations certes, mais peu d'émotion dans la foule des délégués socialistes qui n'avaient été rejoints que par une très faible minorité d'habitants de Liévin - ville ouvrière s'il en est. Beaucoup de déférence pour le chef de l'État, mais une prise de distance où l'on devinait tout à la fois le respect attristé de la souffrance, la gêne provoquée par le livre de Pierre Péan, la récapitulation amère des occasions manquées pendant ces quatorze années et le souci désormais prédominant des batailles à venir.

Entre le culte éhonté de la personnalité et cette nouvelle froideur, les socialistes n'ont jamais su trouver la juste mesure. Ils sont, de plus, en passe d'oublier leurs propres

responsabilités dans les déconvenues et les échecs de la gauche depuis 1981. A Liévin, les délégués qui traversaient la ville à pied n'étaient pas rejetés par la population, mais ignorés et physiquement isolés : un congrès de cadres de l'industrie et du commerce aurait suscité la même indifférence. A la tribune du congrès, les dirigeants qui avaient occupé d'importantes fonctions ministérielles parlaient, après quelques regrets de circonstances, comme s'ils



n'étaient pas les principaux responsables de la gestion déplorable de la crise économique et sociale. A entendre les diatribes contre le chômage, à entendre évoquer la destruction du lien social, on se serait cru en 1980, quand la droite portait le poids des malheurs, quand le socialisme incarnait l'espérance populaire. A Liévin, s'affirmait déjà la bonne conscience, et certains annonçaient déjà le retour prochain de l'arrogance.

Car la victoire des socialistes semble à nouveau possible, par la grâce de l'homme providentiel dont on attend la venue et qui fut à demi-présent par sa fille Martine Aubry, très écou-

tée, très applaudie, très entourée. Chers socialistes, si vous saviez ce que de tels comportements ont, pour nous autres royalistes, d'étrange et d'inquiétant ! Par la voix de Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon, la gauche du parti a vivement proclamé ses inquiétudes quant à l'hypothétique candidature de Jacques Delors. Il est vrai que le sauveur espéré fut l'exécutant zélé de la politique de rigueur, le promoteur d'une Europe gouvernée par les principes du libéralisme économique, le défenseur d'une ligne fédéraliste lors du débat sur le traité de Maastricht. Il est non moins vrai que le candidat hypothétique des socialistes rejette toute remise en cause du capitalisme financier, tient des propos inquiétants sur la Sécurité sociale et reste, par son idéologie, plus social-chrétien que socialiste.

Nous aurons, quant à nous, maintes occasions de préciser notre attitude à l'égard de Jacques Delors, et nous ne nous prononcerons pas avant le printemps prochain sur un vote qui n'est ni acquis dans son principe, ni exclu a priori. Malheureusement pour eux, les socialistes n'ont pas cette latitude. Si le candidat qu'ils appellent de leurs vœux fait défection, ils connaîtront une écrasante défaite. Mais ils savent aussi que l'éventuelle victoire serait remportée par Jacques Delors plus que par eux-mêmes, que leurs convictions retrouvées et leurs choix réaffirmés ne seraient pas nécessairement pris en compte, et que le nouveau président serait porté à gouverner au centre - par tempérament et en raison des rapports de force.

Avec une belle ténacité, les socialistes se sont engagés sur une route longue et périlleuse. Bon vent ! Mais rien ne dit que certains groupes sociaux comprendront leurs raisons et garderont patience.

Bertrand RENOUVIN